

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 336 / Juin 2021

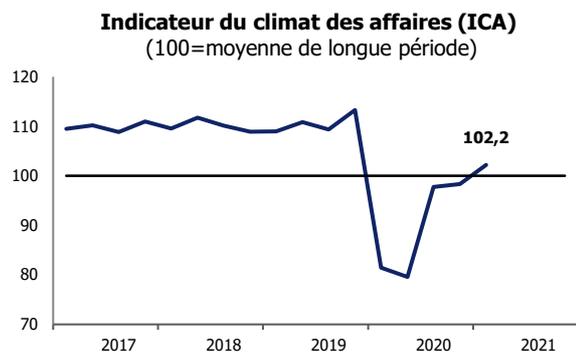
## TENDANCES CONJONCTURELLES

### 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2021

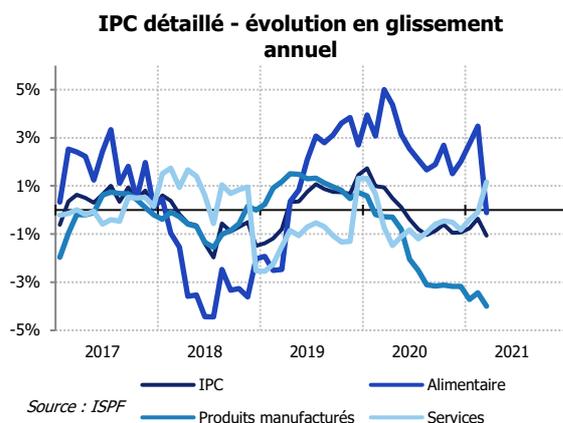
### Une confiance soutenue par une anticipation générale de reprise économique

Soutenu par les anticipations de reprise de l'activité dans la plupart des secteurs, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) s'améliore au 1<sup>er</sup> trimestre 2021. Progressant de 3,8 points, il se situe à nouveau, pour la première fois depuis décembre 2019, au-dessus de sa moyenne de longue période pour s'établir à 102,2.

Espérant une levée progressive des mesures sanitaires<sup>1</sup>, les professionnels interrogés envisagent une consolidation de leur activité, qui devrait leur permettre de maintenir leur trésorerie et leurs effectifs au deuxième trimestre.



### Stabilisation de l'indice des prix à la consommation



Au premier trimestre 2021, l'indice des prix à la consommation (IPC) diminue légèrement (-0,2 %) pour s'établir à 98,8 points. Il reste ainsi inférieur de 1,1 % à son niveau de mars 2020. Cette contraction annuelle est favorisée par une baisse significative du prix des communications (-15,2 %) et des transports (-4,7 %), résultant de la réduction du prix des carburants et lubrifiants (-16,2 %).

À l'inverse, les prix des services de restauration (+8,8 %) ainsi que ceux des loyers (+2,6 %) s'inscrivent en hausse.

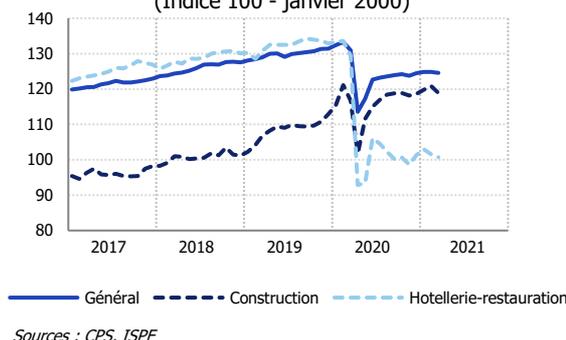
<sup>1</sup> La plupart des entreprises ont été interrogées à la fin du mois de mars 2021 avant l'annonce de la prolongation des mesures limitant l'entrée sur le territoire aux seuls voyageurs justifiant d'un motif impératif de déplacement.

## Un marché de l'emploi stable

Grâce aux perspectives favorables de reprise économique et au soutien des autorités publiques, les entrepreneurs interrogés par l'IEOM déclarent avoir maintenu leurs effectifs au premier trimestre.

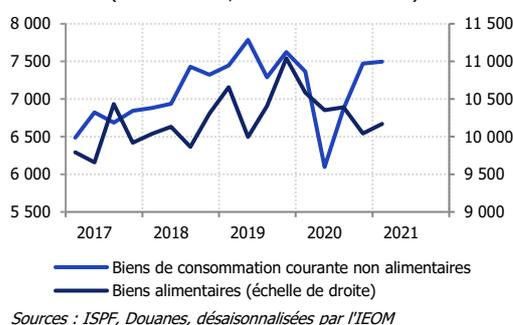
En effet, l'Indice de l'emploi salarié (IES) se maintient à un niveau équivalent à celui observé à la fin du mois de décembre (+0,1 %). Fortement impactée par la fermeture des frontières, l'hôtellerie-restauration voit son IES baisser de 0,5 % alors que ceux des secteurs du commerce et de l'industrie progressent respectivement de 1,6 % et 1,2 %.

**Indice de l'emploi salarié**  
(Indice 100 - janvier 2000)



## Une consommation des ménages fragilisée

**Importations de biens destinés aux ménages**  
(données CVS, en millions de F CFP)



Avec l'épargne accumulée par les ménages, les aides des pouvoirs publics aux revenus des personnes<sup>1</sup>, ainsi que les perturbations des livraisons postales qui ont favorisé les achats locaux, la consommation repart au premier trimestre. En effet, les importations de biens de consommation progressent de 1,5 % alors que les immatriculations de véhicule de tourisme neuf augmentent de 40,6 % par rapport à 2020. Ce phénomène de rattrapage, observé depuis le troisième trimestre 2020, permet aux professionnels du secteur du commerce de maintenir leur activité.

Néanmoins, la production de crédits à la consommation s'établit à 10,2 milliards de F CFP, soit 25,1 % de moins par rapport au premier trimestre 2020.

Ce constat est confirmé par une enquête menée par le CEROM<sup>2</sup>, à l'occasion de laquelle 86 % des ménages ont témoigné leur intention de réduire leurs achats importants au cours du premier semestre 2021.

## Des investissements suspendus aux incertitudes

En dépit des anticipations positives sur le courant d'affaires à venir, les entrepreneurs se montrent plus réservés quant à leur décision d'investissement : le *statu quo* semble régir leurs prévisions d'investissement pour les douze prochains mois. La production de crédits à l'équipement recule ainsi significativement dès le premier trimestre et s'établit à 2,7 milliards de F CFP contre 6,5 un an plus tôt avant la crise (-58,6 %).

À l'inverse, à la faveur de taux historiquement bas<sup>3</sup> et du soutien public de l'Aide à l'investissement des ménages (AIM), les particuliers continuent de solliciter les banques pour leurs projets. La production de crédits immobiliers se maintient ainsi à 8,3 milliards de F CFP au premier trimestre (-0,2 % en glissement annuel) et son encours progresse de 3,8 % sur la même période pour atteindre 239,1 milliards de F CFP.

**Prévisions d'investissement des entreprises à 1 an**

(centrées sur leur moyenne de longue période)



Enfin, les acteurs publics augmentent leurs investissements au premier trimestre 2021, à l'instar de la Direction de l'équipement qui liquide 2,2 milliards de F CFP (+59,3 % par rapport à 2020) essentiellement destinés au financement des projets d'infrastructure.

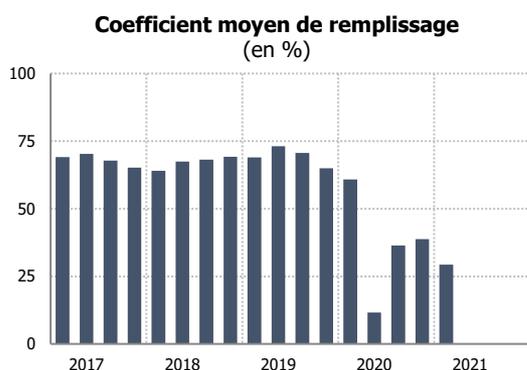
<sup>1</sup> Aides sociales exceptionnelles pour les personnes sans revenu salarial, dispositifs de substitution de revenus pour les salariés (DiESE) et les indépendants (DESETI).

<sup>2</sup> Comptes Économiques Rapides pour l'Outre-Mer

<sup>3</sup> Au premier trimestre 2021, le taux moyen des crédits à l'habitat pour les particuliers ressort à 1,87 % (2,03 % au premier trimestre 2020).

## Une situation sectorielle hétérogène

### Tourisme : une crise qui perdure



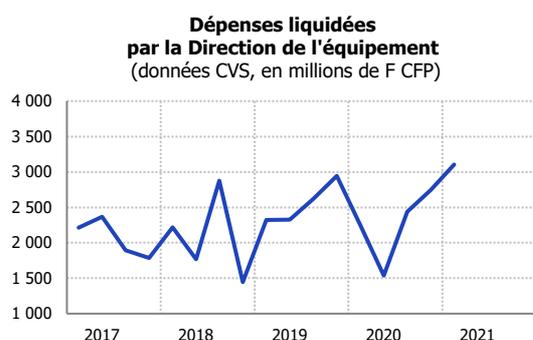
Source : ISPF, CVS IEOM

Alors qu'au mois de janvier la fréquentation touristique reste inférieure de près de 72 % à son niveau de 2020, la fermeture des frontières annoncée le 4 février a marqué un nouveau coup d'arrêt pour le tourisme international. Plusieurs hôtels ont donc pris la décision de fermer temporairement. Les structures ouvertes ont cumulé un taux de remplissage moyen de seulement 29,3 % sur l'ensemble du premier trimestre.

Malgré cette situation dégradée, les professionnels de l'hôtellerie interrogés par l'IEOM témoignent de leur optimisme. S'ils ont constaté une baisse sensible de leur activité qui a fortement impacté leur trésorerie, les espoirs de réouverture avant la haute saison touristique laissent entrevoir une amélioration pour les mois à venir.

Le contexte est moins défavorable pour la plupart des autres services du secteur marchand. Les professionnels ont en effet constaté une stabilisation de l'activité de leurs entreprises qui devrait se maintenir au deuxième trimestre.

### Secteur secondaire : une trajectoire positive



Sources : Directions de l'équipement - CVS IEOM

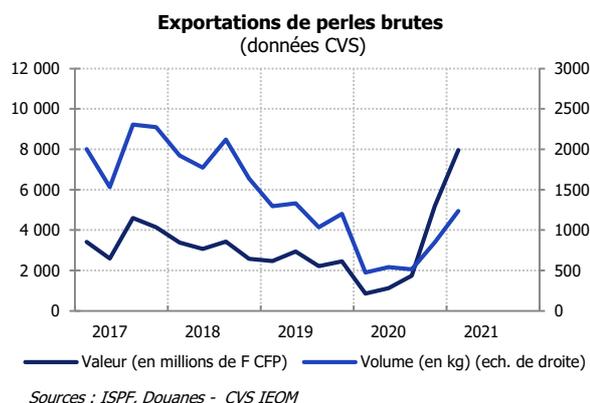
Selon les professionnels du secteur du BTP, le niveau d'activité constaté au premier trimestre 2021 devrait se maintenir pour les mois à venir. Cette confiance est permise par le maintien des investissements des ménages et par la mise en œuvre du plan de relance du Pays (2021-2023).

La situation dans le secteur de l'industrie est également jugée favorablement par les chefs d'entreprise qui prévoient une reprise de leurs investissements ainsi que le maintien de leurs effectifs. Néanmoins, les filières tournées vers l'export enregistrent une contraction de leurs ventes, caractérisée par une baisse des exportations locales de produits agroalimentaires de 32 % par rapport au premier trimestre 2020.

### Secteur primaire : redémarrage contrasté du marché de la perle

Au premier trimestre 2021, les professionnels du secteur primaire constatent une légère contraction de leur activité qui s'explique principalement par une fragilisation de certaines filières structurantes. Ainsi les volumes de poissons et crustacés exportés s'inscrivent en net recul (- 42 %) par rapport au premier trimestre 2020.

La situation dans le secteur de la perliculture semble plus favorable avec une multiplication des exportations tant en valeur (+168,1 %) qu'en volume (+693,6 %). Néanmoins, ces niveaux élevés s'expliquent par la mise sur le marché de produits de plus faible qualité qui se heurte à une faible demande internationale. Ce décalage entre l'offre et la demande conduit à une baisse du prix moyen à l'export qui pourrait peser sur la rentabilité des entreprises locales (seulement 145 F CFP/gramme contre 430 F CFP/gramme au premier trimestre 2020).



Sources : ISPF, Douanes - CVS IEOM

## REPRISE ENCORE EN DEMI-TEINTE AU PREMIER TRIMESTRE 2021

Selon les dernières estimations publiées par le FMI, l'activité mondiale a connu une très nette contraction en 2020 suite à la pandémie de la Covid-19 (-3,3 % sur l'année). Pour 2021, les perspectives restent particulièrement incertaines et dépendront principalement de la trajectoire de la crise sanitaire. Les mesures supplémentaires de soutien budgétaire prises dans quelques grandes économies et la reprise attendue au deuxième semestre grâce aux vaccins, permettent au FMI d'anticiper une croissance de l'économie mondiale de 6 %, avec toutefois d'importantes disparités d'une région à l'autre.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 1,6 % au premier trimestre 2021, en glissement trimestriel, après une hausse de 1,1 % au quatrième trimestre 2020. Cette reprise traduit la réouverture progressive de l'économie au cours du second semestre 2020 et la mise en place de mesures conséquentes de soutien monétaires et budgétaires. La consommation des ménages a ainsi progressé de 3,6 % à fin mars tandis que les commandes de biens durables ont renoué avec la croissance (+0,5 %). Selon les prévisions du FMI, l'économie américaine pourrait retrouver son niveau d'activité d'avant-crise dès le deuxième trimestre 2021.

Dans la zone euro, l'activité s'est contractée de 0,6 % au premier trimestre 2021 après un recul de 0,7 % au trimestre précédent. Les nouvelles restrictions prises dans plusieurs pays européens suite à la résurgence de l'épidémie sur la période ont pesé sur l'activité économique. Le taux de chômage s'établit à 8,1 % à fin mars, soit un très léger repli par rapport à fin décembre (8,2 %), tandis que l'inflation est de retour en territoire positif (+1,3 % à fin mars contre -0,3 % trois mois plus tôt).

Selon l'Insee, le PIB de la France a progressé de 0,4 % au premier trimestre 2021 après un repli de 1,4 % au trimestre précédent. La croissance du PIB est principalement portée par la hausse de l'investissement (+2,2 %) alors que la consommation des ménages n'a progressé que de façon marginale (+0,3 %) et que les exportations se sont contractées de 1,5 %. Le PIB reste toutefois inférieur de 4,4 % à son niveau du quatrième trimestre 2019, avant le début de la crise sanitaire. Sur l'ensemble de l'année 2021, la Banque de France anticipe une progression du PIB de 5,5 %.

Au Japon, le PIB a reculé de 1,3 % au premier trimestre 2021 après une hausse de 2,8 % au quatrième trimestre 2020. L'annonce d'un nouvel état d'urgence sanitaire en janvier a notamment pesé sur la consommation des ménages. Pour l'ensemble de l'année 2021, le FMI anticipe une croissance du PIB de 3,3 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 6,7 % en 2021. L'Inde et la Chine verraient leur PIB progresser de respectivement 12,5 % et 8,4 % tandis que le Brésil et le Mexique enregistreraient un rythme de croissance plus modéré (respectivement +3,7 % et +5 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 4 juin 2021.

## DES PROFILS DE CROISSANCE DIVERGENTS DANS LA ZONE PACIFIQUE

Au 1er trimestre 2021, la reprise économique est divergente au sein de la zone Asie Pacifique, les pays étant différemment affectés par le virus de la Covid-19 et différemment exposés au secteur du tourisme. Ils bénéficient également de soutiens budgétaire et monétaire plus ou moins importants.

L'économie **australienne** continue à se redresser au 1er trimestre 2021, avec une croissance plus forte que prévu (+1,8 % sur le trimestre, et +1,1 % en rythme annuel), tirée par un regain de confiance des consommateurs et des entreprises depuis fin 2020, suite à la levée des restrictions sanitaires. L'Australie bénéficie par ailleurs de la bonne tenue de la demande mondiale en matières premières. Dans son budget 2021-2022, le gouvernement (qui intègre la fermeture des frontières jusqu'à mi 2022) prévoit des baisses d'impôts et des mesures d'accompagnement aux secteurs touchés par la crise sanitaire. L'Australie est toutefois touchée par le confinement prolongé du Victoria et un lent déploiement du vaccin.

Côté **néo-zélandais**, l'OCDE prévoit une croissance de 3,5 % en 2021 et de 3,8 % en 2022 grâce à une solide consommation des ménages, une augmentation des investissements dans les infrastructures et une augmentation progressive du tourisme à mesure que les frontières rouvrent. Au contraire, dans les **îles du Pacifique** très sensibles au tourisme, telles que les îles Fidji, ou encore les îles Cook, l'impact de la crise reste significatif dans un contexte d'incertitude de réouverture des frontières.

L'envolée de la croissance économique **chinoise** au 1<sup>er</sup> trimestre (+18,3 % en glissement annuel) est amplifiée par un effet de base compte tenu de la chute en 2020, mais confirme aussi son retour sur un rythme de croissance soutenue. La production industrielle et les ventes au détail sont bien orientées. L'OCDE a revu à la hausse la croissance de la Chine à 8,4 % en 2021.

Au **Japon**, le PIB se contracte de 1,3 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2021, mettant un coup d'arrêt au début de reprise enregistré durant la seconde partie de l'année 2020. L'aggravation de la crise sanitaire et le retour de l'état d'urgence dans plusieurs départements du pays durant le trimestre, a impacté la consommation des ménages. Les perspectives restent mal orientées puisqu'en réponse à une nouvelle vague de la Covid-19, le gouvernement a réinstauré en avril des mesures de protection (jusqu'au 31 mai).

L'économie des pays de l'**ASEAN** reste affectée par la résurgence des cas de Covid-19. Ainsi, la plupart des pays de la région restent en récession au premier trimestre 2021 en glissement annuel, notamment les Philippines (-4,2 %), la Thaïlande (-2,6 %), l'Indonésie (-0,7 %), et la Malaisie (-0,5 %). Singapour renoue avec une croissance légèrement positive (+0,2 %), tandis que le Vietnam, confirme son taux de croissance le plus élevé de la zone (+4,5 %) au premier trimestre.

Sources : FMI, OCDE, The World Bank, Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, National Bureau of Statistics of China, Reserve bank of Fiji, Direction générale du Trésor